



*"Tous engagés, tous mobilisés pour planifier,
pour moderniser et pour transformer des vies."*

Sous le haut patronage du Président de la République

Pari tenu : la Table ronde des bailleurs de fonds mobilise le gros du financement du RGPH²

Lire articles pages 24 à 28.



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

Partenaires techniques et financiers,
votre engagement est essentiel pour
doter la RDC de nouvelles finances
au service du développement

LA TABLE RONDE
DES BAILLEURS DE FONDS
POUR LE FINANCEMENT DU

Lundi
23 mars
2026



SOMMAIRE

Abu Dhabi Sustainability Week	
Guylain Nyembo aux côtés de Judith Suminwa pour positionner la RDC comme « pays-solution »	04
RDC - Banque mondiale	
Accord pour accélérer les projets d'investissement le long des corridors Inga, Lobito et Centre-Est	05
Province de la Mongala	
Remise officielle de trois ouvrages du PDL-145T dans le territoire de Bumba	07
ONU-RDC	
Le renforcement du Cadre de coopération au centre des entretiens entre Guylain Nyembo et Bruno Lemarquis	08
Coopération RDC-PAM	
Vers une approche des interventions humanitaires axée sur la croissance économique locale	09
PBF-RDC	
Guylain Nyembo appelle à repenser l'aide internationale face à la raréfaction des financements	10
Partenariat Gouvernement-FNUAP	
Signature d'un Protocole d'accord stratégique pour accélérer le processus du RGPH-2	11-12
Rapport Business Ready 2025 de la Banque Mondiale	
Les Ministres réformateurs du climat des affaires interpellés pour améliorer la compétitivité de la RDC	12
138^e réunion du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC	
Guylain Nyembo réaffirme l'ambition de la RDC à assurer la traçabilité de tous les minerais, notamment ceux de l'est du pays	14
Emploi et entrepreneuriat des Jeunes	
Guylain Nyembo affirme son engagement à accompagner le Programme Présidentiel Debout Jeunes Congolais (PPDJC)	16
FNAC	
Guylain Nyembo mobilise les chefs coutumiers pour la réussite du RGPH2	17
Inauguration de la première raffinerie d'or du pays à Kalemie	
« Un signe fort du développement voulu par le Président de la République », Guylain Nyembo	19
Atelier de haut niveau du Ministère du Commerce extérieur	
Guylain Nyembo parle du PNSD dans la Vision 2050 du développement de la RDC	22



Guylain Nyembo Mbwizya

Ministre d'État, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide
au Développement

RGPH-2 et réformes structurelles : bâtir la RDC de demain

Le premier trimestre de l'année 2026 aura été marqué par une intensification de l'action gouvernementale en matière de planification du développement, de mobilisation des partenariats stratégiques et de transformation structurelle de notre pays. Au cœur de cette dynamique, la tenue de la Table ronde des bailleurs de fonds pour la tenue du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) constitue une étape historique pour la République Démocratique du Congo. Quarante-deux ans après le dernier recensement scientifique organisé en 1984, notre pays s'est engagé résolument dans un processus destiné à doter l'État d'un instrument moderne, fiable et inclusif de connaissance de sa population et de son territoire.

Le RGPH-2 n'est pas une simple opération statistique. Il représente un levier stratégique de gouvernance, de planification et de justice territoriale. Car, aucun développement durable ne peut être envisagé sans données fiables permettant de mieux orienter les politiques publiques, répartir équitablement les ressources et répondre efficacement aux besoins des populations. La mobilisation observée autour de cette opération, tant au niveau national qu'international, traduit une prise de conscience collective de son importance pour l'avenir de notre pays.

Au-delà du RGPH-2, ce trimestre a également été marqué par la poursuite des efforts du Gouvernement visant à renforcer l'attractivité économique de la RDC, améliorer le climat des affaires et accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles. Les travaux autour du Rapport Business Ready 2025, les échanges avec les ministères réformateurs, les partenaires techniques et financiers ainsi que les institutions nationales illustrent cette volonté commune de bâtir une économie plus compétitive, plus résiliente et davantage tournée vers les investissements productifs.

Dans le même élan, le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) a continué à occuper une place centrale dans l'action gouvernementale. Les différentes missions de terrain, les séances de travail avec les élus nationaux et les agences d'exécution, ainsi que la relance des chantiers dans certaines provinces traduisent la détermination du Gouvernement à rapprocher le développement des populations et à réduire les inégalités territoriales. Le PDL-145T demeure l'une des expressions concrètes de la vision du Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, celle d'un développement qui ne laisse aucun territoire en marge.

Par ailleurs, les multiples échanges avec les partenaires internationaux : Nations Unies, Banque mondiale, BAD, PAM, FNUAP et autres institutions, ont permis de consolider des partenariats stratégiques autour des priorités nationales, notamment les corridors de développement, l'emploi des jeunes, la protection sociale, la gouvernance minière, la transparence dans les industries extractives et la transition vers des solutions durables de développement.

À travers cette édition de Pivot-Sentinelles, nous revenons sur les principaux temps forts de ce trimestre qui témoignent d'une conviction profonde : la planification demeure un outil essentiel pour moderniser l'État, renforcer la cohérence de l'action publique et transformer durablement les conditions de vie de nos populations.

Plus que jamais, notre engagement collectif doit rester orienté vers une gouvernance fondée sur les résultats, la redevabilité et l'impact concret au bénéfice des Congolaises et des Congolais.

«Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies.»

Abu Dhabi Sustainability Week

► **Guylain Nyembo aux côtés de Judith Suminwa pour positionner la RDC comme « pays-solution »**

La République Démocratique du Congo (RDC) a pris part, du 12 au 13 janvier 2026, à l'Abu Dhabi Sustainability Week (ADSW), un rendez-vous mondial majeur consacré à la transition énergétique, au financement climatique et à la croissance inclusive. Conduite par la Première Ministre Judith Suminwa, la délégation congolaise comprenait également le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo.



La participation de la RDC à ce rendez-vous mondial de haut niveau avait pour ambition de positionner le pays comme «acteur stratégique et

crédible» des solutions mondiales, face aux défis climatiques et énergétiques.

Dans un contexte marqué par la recherche de financements climatiques, la structuration de

partenariats publics-privés et l'alignement des investissements sur les priorités nationales, le Ministère du Plan & CAD occupe une place centrale dans les discussions. Il assure la planification du développement durable, la coordination de l'aide extérieure et la valorisation des atouts naturels du pays au service d'une croissance inclusive et d'une industrialisation maîtrisée.

Développement local

► **« Le PDL-145T va réussir », Guylain Nyembo et le député André Mushongo rassurent**

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a eu des échanges, le 26 janvier 2026, avec le député national André Mushongo, élu de la ville de Tshikapa, sur l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans la province du Kasai. Ils ont notamment évoqué les principaux défis auxquels fait face cet important programme initié par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui vise à réduire les inégalités de développement entre les milieux ruraux et urbains.



Parmi ces défis figurent la question du financement, l'accessibilité des sites de construction des ouvrages prévus dans le volet 1 du programme (écoles, centres de santé, bâtiments administratifs), ou le non-respect des cahiers de charges par les entreprises contractantes...

André Mushongo s'est dit satisfait des échanges avec le Ministre d'État, avant de rassurer sur l'issue du programme : « *La population doit savoir que le PDL-145T va réussir, parce que tous les mécanismes sont mis en marche par le Ministre d'État* », a-t-il affirmé.

Des mesures correctives ont été envisagées à cette occasion pour lever les goulots d'étranglement identifiés et accélérer la réalisation de différentes composantes du programme.

Le suivi parlementaire, un levier de réussite

Une attention particulière a été accordée à la réhabilitation des routes de desserte agricole, prévue dans le prochain

volet, pour désenclaver les zones de production, faciliter l'accès aux marchés et créer de la valeur au bénéfice des communautés locales.

Le point d'orgue des échanges a concerné le renforcement des mécanismes de suivi, d'évaluation et d'accompagnement du PDL-145T. Un accent particulier a été mis sur le rôle des parlementaires, appelés à jouer pleinement leur mission de contrôle, d'orientation et de mobilisation des ressources en faveur de la réussite du programme. « *Je me suis rendu compte que ce programme mérite d'être priorisé. Il mérite également un accompagnement sans faille des parlementaires pour qu'il réussisse* », a conclu le député André Mushongo.

Industries extractives

► La RDC accélère les préparatifs de la validation ITIE 2026

La tenue de la 137^e réunion du Comité Exécutif de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives en République Démocratique du Congo (RDC) (ITIE-RDC), le 29 janvier 2026 à Kinshasa, a permis de faire le point sur l'état d'avancement du processus ITIE en RDC, d'examiner le rapport ITIE-RDC 2023 désormais disponible, et de lancer les préparatifs de la participation congolaise à la Conférence mondiale de l'ITIE-Internationale, prévue en juin 2026 à Manille, aux Philippines. La validation ITIE 2026 a été au centre



des échanges de cette réunion. Crucial pour la RDC, cet exercice vise à améliorer durablement la gouvernance du secteur extractif, renforcer la redevabilité, et attirer

des investissements responsables et durables. « Nous avançons de manière proactive vers la validation ITIE 2026. C'est aussi une occasion de renouveler l'engagement ferme du Gouvernement à soutenir l'ITIE, une structure clé pour la transparence et la bonne gouvernance des ressources naturelles », a déclaré Guylain Nyembo, qui assure la présidence du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC.

RDC – Banque mondiale

► Accord pour accélérer les projets d'investissement le long des corridors Inga, Lobito et Centre-Est

Une délégation de la Banque mondiale, conduite par Albert Zeufack, Directeur des opérations en République Démocratique du Congo (RDC), a été reçue le 29 janvier 2026, par le Ministre d'État, Ministre de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo. Ils ont échangé sur la nécessité de renforcer les dispositifs institutionnels et opérationnels, afin d'assurer une préparation plus rigoureuse, une coordination efficace et une exécution accélérée des projets d'investissement, en particulier ceux structurés autour des trois corridors de développement prioritaires que sont Inga, Lobito et Centre-Est (Mbuji-Mayi-Bukavu).

Ces axes stratégiques constituent des leviers majeurs de transformation économique, appelés à connecter les bassins de production aux marchés nationaux et régionaux, à stimuler l'industrialisation, à améliorer la compétitivité du pays et à favoriser



une croissance inclusive au bénéfice des populations.

Convergence de vues

Albert Zeufack a salué la qualité des échanges avec le Ministre d'Etat au Plan, et la convergence de vues entre les deux parties.

« Nous avons convenu de mettre en place un cadre de travail qui permettra non seulement d'accélérer la préparation des projets, mais aussi de fluidifier la collaboration interministérielle indispensable à leur

définition et à leur mise en œuvre.

Nous avons également discuté de la nécessité de travailler ensemble dans le cadre du prochain Cadre de Partenariat Pays de la Banque mondiale, lequel sera résolument axé sur les trois corridors Inga, Lobito et Centre-Est », a-t-il affirmé.

Cette séance de travail marque une étape structurante importante dans l'opérationnalisation des investissements à fort impact, en jetant les bases d'une gouvernance plus intégrée et plus performante des projets. Elle ouvre également la voie à une nouvelle phase de coopération renforcée entre la RDC et la Banque mondiale, orientée vers des interventions capables de catalyser un développement durable, équilibré et résilient sur l'ensemble du territoire national.

RDC

► Lancement de l'atelier de validation du diagnostic de la Politique Nationale de Population

Le Secrétaire général au Plan, Daniel Epembe a réitéré, au nom du Ministre d'Etat Guylain Nyembo, l'engagement du gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) à doter le pays d'une Politique Nationale de Population (PNP) cohérente, fondée sur des données précises et alignée sur les priorités nationales de développement, notamment le PNSD 2024-2028 et le programme d'actions du gouvernement. C'était lors du lancement, le 2 février 2026 à Kinshasa, de l'atelier de validation du diagnostic de la PNP.

Les participants à l'atelier ont examiné le document de diagnostic de la PNP élaboré en septembre 2025 pour y apporter des améliorations nécessaires. « *La phase de diagnostic constitue le pilier central de toute la démarche. Car, un diagnostic rigoureux, objectif et partagé est la condition sine qua non de l'élaboration d'une politique publique pertinente, réaliste et efficace.* », a dit à ce sujet Daniel Epembe.

Il a rappelé que la question de la population est au cœur du



développement, et qu'il n'y a pas de développement durable sans une maîtrise et une bonne orientation des dynamiques démographiques. « *Elle [question de la population] conditionne la planification économique, l'offre de services sociaux de base, l'emploi, l'aménagement du territoire, la cohésion sociale ainsi que la soutenabilité de nos finances publiques* », a-t-il indiqué.

► Remise officielle de trois ouvrages du PDL-145T dans le territoire de Bumba

Le Ministre d'Etat Guylain Nyembo a procédé à la remise officielle, le 03 février 2026, du Centre de santé de Yandombo, de l'Ecole primaire Mandungu et du Centre de Yanzumbu, trois ouvrages construits dans le territoire de Bumba, province de la Mongala, dans le cadre du volet 1 du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T). Il était accompagné de Damien Mama, Représentant Résident du Programme des Nations Unies (PNUD) en République Démocratique du Congo (RDC), l'une de trois agences qui exécute le PDL-145T dans la Mongala.

Le Vice-Ministre du Budget, Elysé Bokumuana, le Gouverneur de province, Jean Collins Makaka, le Président de l'Assemblée provinciale, Gabriel Mosala, un groupe de députés nationaux et provinciaux de la Mongala faisaient partie de cette importante mission, témoignant de l'engagement collectif des institutions nationales et provinciales, pour la réussite de ce programme phare du gouvernement. « *Nous avons décidé de venir ici avec les fils du coin. C'est comme cela que nous voulons faire les choses : venir voir ensemble. S'il y a des choses à dire, nous le disons...* », a affirmé le Ministre d'Etat, à la fin de la remise des ouvrages.

Volonté du Président : faire accélérer le PDL-145T

Guylain Nyembo a rappelé que cette mission répondait aux directives du



Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, contenues dans son discours sur l'état

de la Nation, dans lequel il instruisait le Gouvernement à faire accélérer le PDL-145T. Il a aussi rappelé la réunion de coordination du 29 janvier



2025 tenue par la Première Ministre, Judith Suminua, à ce même sujet. Ce qui a été fait dans le territoire de Bumba, c'est ce que le Président veut : apporter le développement « *au milieu de nulle part* », sur l'ensemble du territoire national, a dit le Ministre. « *Vous avez vu, il fait bon vivre ici, la lumière est là, tout est dans de bonnes conditions dans ce centre de santé, et les équipements vont suivre pour que ça soit opérationnel pour le bénéfice de la population.* »

Guylain Nyembo a remercié le Président de la République et la Première Ministre qui devait procéder à la remise de ces ouvrages, mais qui a dû regagner la capitale pour raison d'agenda. « *Nous allons continuer ce travail et le finir, malgré l'épreuve. C'est un défi que nous avons choisi et nous répétons que le PDL va aller jusqu'au bout. Car ce programme convient à notre pays, pour notre développement* », a-t-il poursuivi, affichant sa détermination à conduire le PDL-145T à bon port. Il a demandé à la population de prendre soin des ouvrages. « *La prochaine étape du PDL, avec la réhabilitation des routes de desserte agricole, sera davantage bénéfique à la Mongala, province à vocation agricole* », a-t-il annoncé.

Députés : « Nous avons vu, nous disons merci... »

Le Ministre d'Etat a également donné une explication à la présence des députés de la Mongala sur les sites des ouvrages livrés. « *Nous avons été plusieurs fois au Parlement, et nous leur avons dit, surtout aux députés de*

la Mongala, que nous viendrons voir avec eux. Car, ils m'avaient dit qu'il n'y avait rien ici. Mais j'avais dit que ce n'était pas possible, que les papiers

(rapport) que j'avais me disaient quelque chose. Donc, nous sommes venus voir la réalité », a-t-il dit, avec conviction.

Il a exprimé sa satisfaction de voir un travail bien fait. Il a toutefois promis que les entreprises qui ont failli, laisseront

la place à celles qui ont compris le sens de la Nation, le sens du souci du Président de la République.

S'exprimant au nom de ses collègues de la Mongala, José Engbanda a eu ces mots : « *Nous sommes venus palper du doigt la réalité, en rapport avec les informations que nous avons reçues. Maintenant que nous avons vu, nous disons merci, bravo au gouvernement, au PNUD et surtout merci au Chef de l'Etat qui a tenu parole, parce qu'aujourd'hui nous avons des infrastructures (école, centres de santé) modernes. Nous attendons maintenant le matériel, pour que les populations ne puissent plus courir à Bumba pour se faire soigner...* »

Le Gouverneur de la Mongala a aussi remercié le Président de la République, la Première Ministre et le Ministre d'Etat, pour la réalisation de ces ouvrages. Avec les régimes



précédents, « *notre province était oubliée, a-t-il affirmé. Mais avec le PDL-145T, la Mongala a déjà près de 40 infrastructures. Et avec le deuxième pallier du programme, nous espérons en avoir davantage. Cela va contribuer au progrès de notre jeunesse...* »

Suite page 08

Remise officielle de trois ouvrages...(suite)

Damien Mama : « Nous sommes fiers d'être associés au PDL-145T... »

Le Représentant Résident du (PNUD) en RDC, Damien Mama a aussi exprimé sa satisfaction à l'issue de cette mission. « *Nous sommes ici, il est environ 19h15! Il fait noir dans ce village mais il y a la lumière dans le centre de santé. Ce que nous devons comprendre, c'est que la lumière dans ce coin représente plus que les bâtiments. Et la dynamique communautaire qui est enclenchée avec le PDL est au-delà des pourcentages que nous communiquons* », a-t-il expliqué. Il a rappelé que pour construire

ces ouvrages, des centaines de personnes ont eu de l'emploi. Et le bois utilisé pour construire les meubles, c'est du bois de la Mongala qui peut durer 20, 30, 40 ans, et qui est de meilleure qualité que les meubles importés. « *Donc, le PDL, c'est l'investissement dans les bâtiments, dans les emplois, dans le commerce local, dans la transformation, l'utilisation des produits locaux. Au PNUD, nous sommes fiers d'être associés à ce programme, qui est un bon investissement pour le futur de ce pays* », a conclu Damien Mama.

Dans le territoire de Bumba, onze ouvrages prévus dans le volet 1 du PDL-145T sont en cours de construction : cinq écoles primaires, cinq centres de santé et un bâtiment administratif. Pour l'ensemble de la province de la Mongala qui compte trois territoires (Lisala, Bumba, Bongandanga), 37 ouvrages sont prévus au total : 18 écoles primaires, 16 Centres de santé et 3 bâtiments administratifs. Selon le PNUD, le taux moyen d'exécution de tous ces ouvrages s'élevait à 67,35% début février 2026.

Corridor de Lobito

Des experts de la Banque Mondiale rendent compte à Guylain Nyembo, des conclusions de leur mission à Luanda

Dans le prolongement de la réunion tripartite (Angola, République Démocratique du Congo, Zambie) de Luanda du 5 février 2026, le Ministre d'État Guylain Nyembo s'est entretenu, le 10 février à Kinshasa, avec des experts de la Banque Mondiale venus lui rendre compte des conclusions de leur mission au sujet du Corridor de Lobito. L'accent a été mis au cours de cette réunion, sur un corridor de développement (de Lobito), où



l'infrastructure de transport sert de levier pour l'industrialisation et l'intégration régionale. « L'avenir économique de la RDC se joue sur sa capacité à connecter

ses territoires et à valoriser son immense potentiel énergétique », a souligné Peter Taniform, l'un des Experts à la Banque Mondiale reçus par le Ministre d'État. L'avancement du Corridor de Lobito, du Corridor d'Inga et de l'Axe Mbuji-Mayi-Bukavu a également été abordé au cours de cette rencontre, avec pour objectif de renforcer la connectivité et dynamiser les chaînes de valeur économiques.

ONU-RDC

Le renforcement du Cadre de coopération au centre des entretiens entre Guylain Nyembo et Bruno Lemarquis

Le renforcement du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, instrument stratégique qui structure l'ensemble des interventions des Nations Unies en République Démocratique du Congo (RDC), étaient au centre des échanges que le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et à la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a eus, le 5 février 2026

à son cabinet de travail, avec le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en République



démocratique du Congo, Bruno Lemarquis.

Dans un contexte marqué par l'urgence d'accélérer la transformation structurelle de l'économie congolaise et de consolider la résilience sociale, l'enjeu est d'améliorer la coordination, la lisibilité et l'efficacité des actions sur le terrain. Ce cadre constitue, à cet effet, un levier essentiel pour soutenir la mise en

Le renforcement du Cadre de coopération...(suite)

œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et les Objectifs de Développement Durable. «*Nous avons l'impératif d'assurer une convergence réelle entre les priorités nationales et l'appui des partenaires. Chaque projet doit produire des résultats tangibles au bénéfice direct des Congolais*», a déclaré Guylain Nyembo.

Maximiser les synergies entre agences des NU

Cette rencontre s'inscrivait dans une dynamique de consolidation du partenariat stratégique entre la RDC et le Système des Nations Unies, avec pour objectif d'optimiser l'impact des interventions en faveur du développement durable. «*Le Cadre de coopération nous permet d'agir de manière intégrée, en évitant la dispersion des efforts et en maximisant les synergies entre*

agences, au service des priorités du Gouvernement », a souligné pour sa part Bruno Lemarquis.

Les discussions ont également porté sur la préparation de la revue nationale volontaire des progrès des ODD, que la RDC présentera à New York devant la communauté internationale. Cet exercice de redevabilité, piloté par le Ministère du Plan et la Coordination de l'Aide au Développement, constitue un moment clé pour évaluer les politiques publiques et renforcer la crédibilité du pays sur la scène internationale. Ce rapport mettra en lumière les avancées réalisées dans des secteurs clés, tout en identifiant les écarts à combler pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030. «*Cette revue volontaire est un outil stratégique. Elle nous permet non seulement de mesurer nos progrès, mais aussi de mobiliser davantage de partenaires autour de nos priorités*», a précisé le Ministre d'État.

Des chantiers structurants pour la RDC

Les deux parties ont enfin passé en revue quelques chantiers structurants pour la transformation socio-économique du pays : l'emploi des jeunes, levier central pour absorber la pression démographique et prévenir les vulnérabilités sociales ; le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), initiative phare du Chef de l'État visant à réduire les inégalités territoriales et à rapprocher les services sociaux de base des populations ; le deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), outil indispensable pour une planification efficace et fondée sur des données fiables ; la gestion des risques des catastrophes, dans un contexte de vulnérabilité accrue face aux changements climatiques et la gouvernance minière, secteur clé pour la mobilisation des ressources internes et la transformation économique.

Coopération RDC-PAM

► Vers une approche des interventions humanitaires axée sur la croissance économique locale

Le 9 février 2026, le Ministre d'État au Plan et à la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a échangé avec le Directeur régional du Programme Alimentaire Mondial (PAM), Éric Perdison. L'enjeu de la rencontre est le changement de paradigme de l'aide

dispersion des efforts et maximiser l'impact des financements internationaux sur le terrain. Le Gouvernement souhaite voir l'assistance humanitaire se transformer en levier de développement économique local. Cela passe par le renforcement de la résilience des communautés, la

La PAM partage la vision du Gouvernement

Le Directeur régional du PAM a réaffirmé son soutien à cette vision intégrée, promettant de combiner aide nutritionnelle et initiatives d'autonomisation. «*Le PAM partage pleinement la vision d'une réponse intégrée qui ne se limite pas à l'urgence, mais qui contribue à bâtir des communautés plus autonomes et plus résilientes* », a déclaré Éric Perdison.

Cette rencontre s'inscrivait dans une dynamique de renforcement du partenariat entre le Gouvernement congolais et le Système des Nations Unies (SNU), dans un contexte où la RDC entend faire évoluer les réponses humanitaires vers des solutions durables de développement. Elle traduit la volonté du Ministre d'État Guylain Nyembo de renforcer la coordination de l'aide internationale, afin d'éviter la dispersion des initiatives, de maximiser leur impact sur le terrain et d'accélérer l'atteinte par la RDC des Objectifs du Développement Durable (ODD).



internationale en République Démocratique du Congo (RDC), à savoir : le passage de l'urgence à la résilience.

Guylain Nyembo a rappelé à cette occasion le rôle stratégique du Ministère du Plan au sein du Gouvernement, qui veut éviter la

création d'activités génératrices de revenus et la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Le Ministre d'État a insisté sur la nécessité d'aligner les actions du PAM avec le Programme National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028),

en particulier avec le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T). Ce programme reste en effet la boussole nationale pour réduire les inégalités entre les territoires de la RDC et moderniser les infrastructures de base (santé, éducation, eau).

Territoire de Katako-Kombe

► **L'état d'avancement du PDL-145T au centre des échanges entre Guylain Nyembo et le député Joseph Nkoy**

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo s'est entretenu, le 10 février 2026, avec le député national Joseph Nkoy, sur l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans le territoire de Katako-Kombe, province du Sankuru. Ils ont particulièrement abordé les questions liées aux défis logistiques, à l'accessibilité des zones enclavées et aux mécanismes pour accélérer l'acheminement des matériels sur les chantiers.



représentants des territoires. Cette approche participative vise à renforcer la redevabilité, améliorer le suivi des projets et garantir que les investissements publics répondent réellement aux besoins des communautés.

Appel à la patience

Guylain Nyembo a réaffirmé, à cette occasion, sa volonté de maintenir un dialogue permanent avec les

À l'issue de la rencontre, Joseph Nkoy a salué la transparence des échanges et les orientations prises pour

surmonter les difficultés rencontrées. « Malgré les contraintes liées à l'état des routes et à l'accès aux chantiers, des mesures concrètes sont déjà mises en œuvre pour accélérer l'exécution du PDL-145T. J'appelle ma population à la patience et à la confiance, car plusieurs ouvrages seront bientôt livrés et d'autres vont progressivement évoluer », a-t-il déclaré.

À travers ces échanges réguliers avec les élus nationaux, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement poursuit son engagement en faveur d'un développement équilibré des territoires, en veillant à ce que le PDL-145T demeure un levier stratégique de transformation économique et sociale sur l'ensemble de la République Démocratique du Congo.

PBF-RDC

► **Guylain Nyembo appelle à repenser l'aide internationale face à la raréfaction des financements**

Lors de la tenue, le 12 février 2026 à Kinshasa, de la deuxième réunion du Comité de pilotage conjoint du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) pour l'année 2026, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a invité les membres de ce Comité à une réflexion stratégique, à savoir : « Comment la RDC et ses partenaires peuvent-ils assurer la continuité de l'aide au développement dans un contexte de raréfaction des financements extérieurs ? »

Selon Guylain Nyembo qui a co-présidé la réunion avec le Coordonnateur par intérim du Système des Nations Unies (SNU) en RDC, Alain Akpadji, cette question appelle des réponses collectives et structurantes afin d'anticiper les mutations du système de coopération internationale. « Pour le Gouvernement, la solution passe d'abord par le renforcement de la

coordination et la rationalisation de l'aide au développement, afin d'optimiser l'utilisation des ressources



disponibles et de les orienter vers les besoins les plus urgents », a-t-il indiqué. Cette orientation vise à garantir une meilleure cohérence entre les initiatives des partenaires techniques et financiers et les priorités nationales, dans une logique de résultats mesurables et durables. Au-delà de la coordination, Guylain Nyembo a plaidé pour une transformation progressive du modèle de financement du développement en

RDC. « Elle passe (ensuite) par un effort accru de mobilisation des ressources internes et de renforcement des investissements publics, condition essentielle pour réduire progressivement notre dépendance à l'aide extérieure », a-t-il souligné. Cette approche traduit la volonté du Gouvernement d'inscrire la coopération internationale dans une dynamique de souveraineté financière et de responsabilité partagée.

Valoriser les impacts des projets...

Au nom du SNU, Alain Akpadji a insisté sur l'importance stratégique de la communication autour des résultats du PBF. « Dans un contexte international complexe, où les financements pour la paix sont sous pression, la communication sur nos résultats revêt plus que jamais une importance stratégique », a-t-il déclaré. Il a encouragé les partenaires

Suite page 11

Guylain Nyembo appelle à repenser l'aide internationale...(suite)

à valoriser davantage les impacts des projets afin de renforcer la mobilisation de nouvelles ressources : « *Les défis sont grands, mais les opportunités le sont tout autant si nous avançons ensemble dans la cohérence et l'unité.* »

Cette rencontre s'inscrivait dans un contexte international marqué par une pression croissante sur les financements dédiés à la paix et au développement en RDC.

Depuis l'éligibilité du pays au PBF pour la période 2025-2029, les partenaires

nationaux et internationaux se sont engagés dans une nouvelle phase d'actions axées sur la consolidation de la paix, la cohésion sociale et le renforcement de la gouvernance. Mais les évolutions récentes de l'environnement international, marquées par des ajustements des politiques étrangères de certains bailleurs, ont entraîné une contraction notable des financements.

La réunion a également permis de présenter le cadre de résultats quinquennal élaboré pour le

portefeuille PBF 2025-2029, considéré comme une avancée majeure pour la gestion stratégique des projets. « *Ce cadre de résultats représente un progrès majeur. S'il est validé aujourd'hui, il permettra une collecte de données mieux coordonnées, facilitera la capitalisation des résultats et orientera la conception des futurs projets* », a expliqué le Ministre d'État Guylain Nyembo. La RDC pourrait ainsi devenir l'un des premiers pays bénéficiaires à se doter d'un outil structurant de suivi et d'évaluation à cette échelle.

RDC

► Publication du Rapport final de l'Enquête Démographique et de Santé III (EDS-RDC III)

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a présidé la cérémonie de présentation officielle, le 12 février 2026 à Kinshasa, du Rapport final de l'Enquête Démographique et de Santé III (EDS-RDC III) sur les conditions de vie des ménages en République Démocratique du Congo (RDC). Cette enquête met en lumière l'évolution de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle, la dynamique des inégalités entre milieux urbains et ruraux, l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité...), et l'impact des politiques macro-économiques sur le bien-être des ménages.

Réalisée par l'Institut National de la Statistique avec l'appui de l'Ecole de Santé Publique de l'Université de Kinshasa et le concours des partenaires techniques et financiers (PTF), l'enquête représente une base essentielle pour comprendre les réalités sociales et économiques des Congolais et bâtir des réponses adaptées. Il s'agit en fait d'un outil stratégique destiné à orienter la planification nationale et à renforcer l'efficacité des politiques publiques.



Les données contenues dans ce rapport vont par ailleurs permettre d'actualiser le profil de la pauvreté en RDC, d'alimenter le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) du pays et d'améliorer le suivi des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Partenariat Gouvernement-FNUAP

► Signature d'un Protocole d'accord stratégique pour accélérer le processus du RGPH-2

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), à travers le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, a franchi en février 2026, une nouvelle étape dans le processus d'organisation du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2), avec la signature d'un Protocole

d'accord stratégique avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP).

Principal partenaire technique du Gouvernement dans ce processus, le FNUAP qui joue le rôle d'interface vis-à-vis des bailleurs de fonds, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, est en effet chargé d'assurer la gestion fiduciaire du panier commun (basket

fund) destiné au financement du RGPH-2.

Favoriser l'adhésion nationale

Reçu le 13 février 2026 par le Ministre d'Etat Guylain Nyembo, le Représentant Résident du FNUAP en RDC, Alain Akpadji, accompagné du Conseiller technique régional,

Suite page 12

Signature d'un Protocole d'accord stratégique...

Fedrick Okwayo, a fait le point sur les avancées techniques, programmatiques et financières du recensement, notamment la gestion du basket fund validé en Conseil des ministres, et la préparation de la Table ronde de mobilisation des ressources du 23 mars 2026.

Les deux parties ont insisté sur la nécessité d'une communication



inclusive et d'un mécanisme

d'implication de toutes les parties prenantes au processus, afin de favoriser l'adhésion nationale à cette opération stratégique. « *Nous saluons les progrès réalisés et l'engagement politique au plus haut niveau. L'UNFPA poursuivra son appui technique afin d'accompagner le gouvernement dans cette dynamique* », a souligné Fedrick Okwayo.

Amélioration du climat des affaires

Guylain Nyembo et Justin Kalumba évaluent les réformes assignées au Ministère de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME

L'évaluation des réformes et assignations inscrites dans le Tableau Numérique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires (TNSE) était au centre des entretiens que le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a eus le 17 février 2026, avec son collègue du Ministère de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des Petites et Moyennes Entreprises, Justin Kalumba.

Les deux ministres ont parlé

particulièrement de l'harmonisation des actions entre les deux ministères et de l'identification des mesures qui nécessitent une intensification ou un ajustement. « *Il était important d'avoir cette réunion pour nous permettre de fédérer les équipes et de faire évoluer les réformes sur le terrain, afin qu'il y*

ait un témoignage du secteur privé », a déclaré Justin Kalumba, au sortir de cette réunion.

Concrétiser les réformes

Cette déclaration met en lumière un enjeu central : l'amélioration du climat des affaires ne peut être crédible que si elle se traduit par une expérience concrète et positive pour les entrepreneurs, investisseurs et les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Au-delà de l'exercice technique, cette séance de travail envoie un message clair : la République Démocratique du Congo (RDC) poursuit résolument ses efforts pour améliorer son attractivité économique.

Dans un contexte international marqué par une forte compétition pour les capitaux, le Gouvernement congolais entend stimuler l'investissement privé



national, rassurer les investisseurs internationaux, simplifier les procédures administratives et renforcer la prévisibilité réglementaire. La coordination entre le Ministère du Plan et celui de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME, entre autres, marque une étape supplémentaire dans l'opérationnalisation des réformes. L'accent est désormais mis sur l'exécution effective, le suivi rapproché et l'évaluation régulière des résultats.

Rapport Business Ready 2025 de la Banque Mondiale

Les Ministres réformateurs du climat des affaires interpellés pour améliorer la compétitivité de la RDC

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a lancé le 19 février 2026, au Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa, les travaux du Comité de pilotage du Groupe thématique « *Climat des affaires, Partenariat public-privé, Promotion des investissements et de l'emploi.* »



Cette session avait réuni des ministres réformateurs du Gouvernement, des représentants de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et des partenaires techniques et financiers. Elle était particulièrement consacrée à la communication des notations de la République Démocratique du Congo (RDC), contenues dans le Rapport «

Suite page 13

Les Ministres réformateurs du climat des affaires interpellés...(suite)

Business Ready 2025 » (B-Ready), le nouveau baromètre des performances économiques de la Banque mondiale.

RDC : des annotations mitigées

Lancé en remplacement du célèbre « Doing Business », le nouveau Rapport évalue désormais les économies mondiales sur trois piliers : le cadre réglementaire, les services publics et l'efficacité opérationnelle. La RDC obtient dans ce Rapport les notations de 63,3% pour le premier pilier, dépassant la moyenne subsaharienne (60,4%) ; de 26,6% pour le deuxième pilier (score très en-deçà de la moyenne mondiale de 54%), et 47% pour le dernier pilier (score dû aux difficultés persistantes rencontrées par les opérateurs économiques sur le terrain).

Pour Guylain Nyembo, cet exercice de notation internationale n'est pas

une simple formalité, mais un choix « audacieux » de se soumettre aux standards mondiaux. « La publication de ce rapport doit nous interpellé... Il met notre pays en compétition avec plusieurs autres économies et donne une indication de notre engagement mutuel à rendre notre pays plus attractif », a déclaré le Ministre d'État. Il a du coup identifié les « zones d'ombre » qui constituent les principaux obstacles à l'amélioration du climat des affaires en RDC : la complexité administrative, les lenteurs procédurales et les contraintes de gouvernance.

S'approprier les réformes « Quick Win »

Le Ministre d'État a par conséquent exhorté tous les acteurs – publics comme privés – à s'approprier les réformes dites « Quick Win » (victoires

rapides) pour booster la cotation du pays dès décembre prochain (2026). Le Gouvernement a déjà transformé les réformes nécessaires en assignations ministérielles pour 20 ministres « réformateurs ». Un dispositif de suivi numérique (le Tableau Numérique de Suivi et d'Évaluations des Réformes du Climat des Affaires, TNSE) a été mis en place pour garantir que les promesses se traduisent en réalités tangibles.

L'une de grandes annonces de cette réunion concerne le passage à l'échelle locale. En 2026, la Banque Mondiale publiera un rapport « B-Ready infranational ». Quatre villes congolaises seront passées au crible : Kinshasa, Matadi, Kisangani et Kananga. Cette mise en compétition des provinces vise à stimuler la création d'entreprises et la résolution des litiges au plus près des citoyens.

Après une séance de travail avec Guylain Nyembo

Le député Paul-Gaspard Ngondakoy rassuré quant à l'évolution du PDL-145T dans le territoire de Yahuma

Le 23 février 2026, une séance de travail a réuni autour du Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, le député Paul-Gaspard Ngondakoy et Damien Mama, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en République Démocratique du Congo (RDC).



Ils ont évalué l'état d'avancement du Programme de Développement Local

des 145 Territoires (PDL-145T) dans le territoire de Yahuma, province de la Tshopo.

Les échanges ont particulièrement porté sur le niveau d'exécution physique des ouvrages (écoles, centres de santé, bâtiment administratif) prévus dans le territoire de Yahuma dans le cadre du Volet 1 du programme, l'identification des sites en phase de finalisation, et l'analyse des contraintes techniques et

logistiques ayant occasionné des retards sur certains chantiers.

À l'issue de la rencontre, le député Ngondakoy s'est montré confiant quant à l'évolution du PDL-145T dans son territoire: « Je ressors d'ici avec l'assurance que les travaux vont être accélérés pour que d'ici quelques jours,

quelques semaines, quelques mois peut-être, cela puisse se terminer », a-t-il affirmé.

Engagement du PNUD

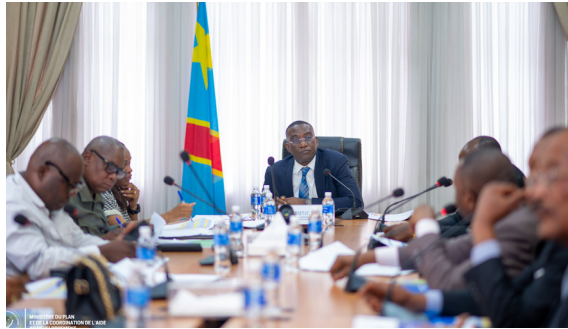
Dans cette perspective, le PNUD en tant qu'agence d'exécution du programme dans la Tshopo, s'est engagé à transmettre un calendrier actualisé des travaux, afin de faciliter la planification des missions de réception, d'accroître la visibilité sur les échéances restantes et de résorber progressivement les retards constatés.

Au-delà de l'évaluation, la rencontre a permis de renforcer la synergie entre l'Exécutif et le Législatif, dans une logique de responsabilité partagée et de suivi rapproché d'un programme structurant pour les territoires. Cette dynamique traduit une volonté claire, celle d'assurer un suivi politique et institutionnel rapproché du PDL-145T, d'améliorer la coordination avec le partenaire technique et de garantir aux populations des infrastructures livrées dans les délais et conformément aux standards requis.

PDL-145T

Le caucus des députés de la Lomami engagé à accompagner la mise en œuvre du programme dans leur province

Le caucus des députés nationaux de la province de la Lomami a échangé, le 24 février 2026, avec le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, sur l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans leur province. Un accent particulier a été mis, lors de cette rencontre, sur les défis techniques, le suivi des chantiers, la coordination avec les acteurs et l'implication des députés nationaux dans le contrôle citoyen et la sensibilisation des populations bénéficiaires.



La séance s'est tenue en présence de Jean Mabi Mulumba, Directeur Général du Bureau Central de Coordination (BCeCo), l'agence qui exécute le programme dans la

province de la Lomami, et des experts du Comité technique de Suivi du PDL-145 T (CTSP). « Le Ministre d'État

nous a rassurés de la volonté du Gouvernement de mener à bon port ce programme. En tant que députés, nous allons accompagner pleinement sa mise en œuvre. Nous appelons la population à la vigilance et à la patience, car les efforts sont en cours pour que les projets aboutissent dans les meilleures conditions », affirmé Augustin Mulumba, à l'issue de la rencontre.

À travers cette série de consultations avec les caucus des députés, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, réaffirme son rôle stratégique de garant de la planification du développement à la base et consolide le partenariat Exécutif-Législatif pour assurer des résultats concrets et durables du PDL-145T, au bénéfice des populations.

138^e réunion du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC

Guylain Nyembo réaffirme l'ambition de la RDC à assurer la traçabilité de tous les minerais, notamment ceux de l'est du pays

En sa qualité de Président du Comité Exécutif de l'Initiative pour la Transparence de l'Industrie Extractive (ITIE) en République Démocratique du Congo (RDC), le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a réaffirmé, le 24 février 2026 à Kinshasa, lors de la 138^e réunion du Comité Exécutif de cette organisation, l'ambition de la RDC de consolider sa progression en matière de transparence et de redevabilité dans le secteur extractif.

« Nous avons décidé de poursuivre la mise en œuvre du Plan de Travail et le Budget Annuel (PTBA) 2026 de l'ITIE. Nous voulons maintenir l'ambition de la RDC, préserver sa progression et encourager d'autres pays à avancer, afin de contribuer à la neutralisation de la guerre et d'assurer la traçabilité de tous nos minerais, notamment ceux de l'Est », a déclaré Guylain Nyembo, à cette occasion. Consacrée au suivi du processus ITIE-RDC, la 138^e réunion a



examiné l'état d'avancement des activités, l'élaboration des rapports stratégiques notamment le rapport ITIE 2024, les rapports thématiques, la préparation à la validation de la norme ITIE 2026, le secteur forestier, le corridor de Lobito, ainsi que la présentation et l'adoption du PTBA 2026.

Climat des affaires

L'attractivité du secteur des Télécoms au centre des entretiens entre Guylain Nyembo et le président de l'ARPTC

Le renforcement de l'attractivité du secteur des télécommunications en République Démocratique du Congo (RDC) a été au centre des échanges que le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a eus le 24 février 2026, avec Christian Katende, président du Collège de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC). Ils ont harmonisé leurs points de vue en matière d'amélioration du climat des affaires dans ce secteur, dont le développement reste étroitement lié à un environnement des affaires stable, transparent et incitatif.

Christian Katende a salué la convergence de vues avec le Ministre d'Etat, mettant en avant l'importance d'une synergie institutionnelle forte. « *Nous avons harmonisé nos approches afin d'inscrire pleinement le secteur des télécommunications dans la dynamique d'amélioration du climat des affaires. La digitalisation n'est plus une option : elle est un impératif pour renforcer la compétitivité de notre économie et garantir un accès équitable aux services numériques sur l'ensemble du pays* », a-t-il déclaré.

Dans un environnement où les opérations des télécommunications sont en pleine expansion en RDC,



l'accélération de la digitalisation est considérée comme un levier transversal de modernisation de l'économie congolaise.

La rencontre a également permis d'aborder la question de l'intégration des télécommunications dans les projets sociaux du Gouvernement, et leur prise en compte dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), en phase de révision.

PDL-145T

Guylain Nyembo et le député Flory Mapamboli font le point du programme dans le territoire de Kasongo Lunda

Dans la dynamique de concertation régulière qu'il a initié autour du Programme Local de Développement des 145 Territoires (PDL-145T), le Ministre d'État Guylain Nyembo s'est entretenu, le 25 février 2026, avec le député national Flory Mapamboli. Ils ont échangé sur l'état d'avancement du programme dans le territoire de Kasongo-Lunda, province du Kwango, dont le député est originaire.

Les principales préoccupations de l'élu de Kasongo-Lunda portaient sur les défis rencontrés par les entreprises tributaires dans la mise en œuvre du PDL-145T, et sur les



prochaines étapes de ce programme structurant qui vise à améliorer les conditions de vie des populations à la base. « *Des mesures vont être prises dans les prochains jours pour finaliser toutes les infrastructures du*

volet 1 du programme (construction des écoles, centres de santé et bâtiment administratif et pousser les prestataires à accélérer les travaux », a affirmé Flory Mapamboli, à l'issue de la rencontre.

Cette séance de travail marque la détermination du Ministre d'État Guylain Nyembo, dans sa volonté de renforcer la collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale notamment, dans le but d'assurer un meilleur suivi du PDL-145T et de garantir son aboutissement effectif, dans l'intérêt des populations bénéficiaires.

PDL-145T

«Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies.»

Emploi et entrepreneuriat des Jeunes

Guylain Nyembo affirme son engagement à accompagner le Programme Présidentiel Debout Jeunes Congolais (PPDJC)

Une coalition gouvernementale de cinq ministres a échangé, le 25 février 2026, avec le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, sur la gouvernance et le financement du Programme Présidentiel Debout Jeunes Congolais (PPDJC), dédié à l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes.

« Nous étions là pour approfondir la question du financement extérieur. Le Ministre d'Etat dont nous saluons l'expertise et l'engagement, a la clé pour ouvrir les portes des bailleurs de fonds et partenaires au développement. Mais notre pays va jouer le principal rôle, avec presque la moitié du budget », a expliqué le Ministre de Petites et Moyennes Entreprises (PME), Justin Kalumba Mwana Ngongo qui conduisait la délégation.

Guylain Nyembo a assuré la délégation de son engagement à accompagner ce grand programme du Chef de l'Etat sur l'emploi et l'entrepreneuriat des



jeunes, pour qu'il atteigne ses objectifs. « Pour nous, c'est un programme intéressant qui répond à la vision du Président de la République. Nous allons l'accompagner avec passion », a-t-il indiqué. Il s'est engagé à trouver des « fenêtres particulières » dans les programmes des partenaires au développement, pour un alignement sur le PPDJC.

Un programme sur trois axes

Initié lors de la tenue de la Table ronde nationale pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes organisée en novembre 2025, ce programme répond aux promesses électorales du Président Félix-Antoine Tshisekedi

Tshilombo, relatives à la création d'emplois décents, comptables et durables. Il porte sur trois grands axes : la formation professionnelle ; le travail, l'emploi et l'égalité des chances ; ainsi que l'entrepreneuriat. « Le Président de la République a voulu mettre toutes les forces ensemble pour que nous puissions engager la bataille de la création d'emplois. Et nous avons compris que pour avoir des emplois, il faut avoir des entreprises fiables, et une main d'œuvre qualifiée », a dit en substance Justin Kalumba Mwana Ngongo.

Selon le Ministre des PME, le budget global du PPDJC s'élève à 650 millions de dollars US, sur une période de six ans. Ce montant devrait provenir du financement budgétaire de l'Etat congolais, des appuis des bailleurs de fonds et des partenaires publics et privés. Des concours sur des Plans d'affaires simplifiés seront organisés dès le 30 juin 2025 sur le plan national, pendant deux cycles de trois ans et par zones géographiques, pour sélectionner dix projets porteurs pour la mise en œuvre du programme.

Territoire de Budjala (Sud-Ubangi)

Une nouvelle entreprise (Corereba) pour relancer le PDL-145T

Dans une logique d'efficacité et de redevabilité, un nouveau prestataire a été désigné pour relancer le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans le territoire de Budjala (province du Sud-Ubangi), à l'arrêt depuis plusieurs mois. Il s'agit de l'entreprise Corereba, qui a reçu des instructions claires, notamment en ce qui concerne le respect strict des délais contractuels, la qualité technique des ouvrages et la transparence dans l'exécution des travaux.

L'objectif est de remettre rapidement les chantiers en activité afin de répondre aux attentes pressantes des populations locales.



Une séance de travail a réuni à ce sujet le Ministre d'Etat, Ministre Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, la députée nationale Cathy Sakombi et Alain Lungungu, Coordonnateur national de la Cellule d'exécution des Financements en Faveur des Etats Fragiles (CFEF), l'agence d'exécution

du PDL-145T dans le Sud-Ubangi.

Appel au suivi citoyen des ouvrages

Au-delà de l'aspect technique, les participants à cette réunion ont insisté sur l'appropriation du programme par la population locale. Les communautés sont appelées à s'impliquer

activement dans le suivi citoyen des ouvrages pour assurer leur durabilité et leur bonne utilisation. « Nous tenons à voir les choses avancer à Budjala. Le Ministre d'Etat est constamment à l'écoute de la population et se rendra bientôt sur place pour s'assurer de la qualité des travaux et évaluer ce qui reste à faire », a indiqué Cathy Sakombi, députée élue de Budjala.

Coopération

Avocats Sans Frontières présente ses programmes en RDC au Ministre d'État Guylain Nyembo

Une délégation d'Avocats Sans Frontières (ASF) conduite par son nouveau Directeur Pays, Victor Odent, est venue présenter, le 4 mars 2026, ses activités au Ministre d'État Guylain Nyembo, ainsi que les principaux programmes de l'organisation en République Démocratique du Congo (RDC). Présente en RDC depuis 2002, ASF met en œuvre plusieurs initiatives liées notamment à la justice transitionnelle, à l'amélioration de l'accès à la justice, au renforcement de la justice communautaire et



étatique, ainsi qu'à l'accompagnement de la réforme du secteur judiciaire. L'organisation intervient

principalement dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Kongo Central.

Les deux parties ont évoqué les perspectives de collaboration, notamment en matière d'appui à la digitalisation du

système judiciaire et d'extension des activités dans certaines zones affectées par les conflits.

FNAC

Guylain Nyembo mobilise les chefs coutumiers pour la réussite du RGPH-2

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo Mwizya a appelé, le 4 mars 2026, les autorités coutumières du pays (plus de 400) réunies lors du Forum National des Affaires Coutumières (FNAC) organisé du 2 au 5 mars 2025 à Kinshasa par le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, à s'impliquer activement dans la réussite du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2).

Guylain Nyembo a souligné leur rôle déterminant dans la mobilisation des communautés et l'appropriation de ce recensement que la République Démocratique du Congo (RDC) s'apprête à organiser, 42 ans après celui du même genre organisé en 1984. « Votre implication est fortement attendue pour mobiliser et sensibiliser vos communautés respectives. Je le sais : votre parole rassure et votre autorité apaise », a-t-il dit, à ceux qu'il a désignés comme étant les « dépositaires de nos traditions, de notre authenticité et piliers de la cohésion sociale. »

« Votre rôle dans la mobilisation de la population est capital »



Porté par la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et inscrit dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) conduit par la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, le RGPH-2 constitue un outil stratégique pour doter la RDC des données démographiques actualisées, fiables et inclusives, indispensables à une meilleure allocation des ressources dans le cadre de la planification du développement du pays.

Le Vice-Ministre de l'Intérieur chargé des Affaires coutumières, le Muami Jean-Baptiste Ndeze a aussi invité les autorités coutumières à appuyer le travail du recensement qui va être entrepris par le Ministère du Plan. « C'est une opportunité unique de connaître le nombre des populations qu'il y a dans nos communautés pour mieux planifier les appuis attendus par nos entités, propulser le développement et, de manière

générale, renforcer la cohésion et la stabilité de nos communautés. Votre rôle de mobiliser la population lorsque les équipes vont descendre [sur le terrain] est donc capital », leur a-t-il expliqué.

Alain Akpadji, Représentant Résident du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) en RDC, principal partenaire qui appuie le Gouvernement dans le processus du RGPH-2, a demandé aux chefs coutumiers d'être les « premiers ambassadeurs » du recensement auprès de leurs populations et communautés. « Votre voix rassure, guide et encourage la population à s'approprier le processus dans son ensemble. Votre engagement garantit à coup sûr que chaque Congolais, où qu'il se trouve, compte. En travaillant ensemble, nous ferons du RGPH-2 un succès statistique et un véritable levier pour le développement intégral des entités coutumières et la prospérité de la RDC. »

Le recensement aura lieu dans toutes les provinces

Comme l'a expliqué Eliwo Akoto, Expert démographe et Professeur à l'Université de Kinshasa (Unikin), ce recensement, différent des opérations d'identification de la population, va permettre de connaître le nombre

Suite page 18

Guylain Nyembo mobilise les chefs coutumiers... (suite)

exact d'hommes, de femmes, de jeunes, d'enfants et de vieux que compte la RDC, afin de mieux planifier le développement et répartir équitablement les ressources entre les différentes entités territoriales du pays.

Les données récoltées lors du recensement seront secrètes (à l'exception du nombre d'habitants), et aucun impôt ne sera exigé à la population à cette occasion. « Sans votre leadership, certaines communautés risquent d'être sous-dénombrées, des villages pourraient être oubliés, des conflits pourraient



surgir sur les limites des chefferies, des groupements, et des personnes pourraient refuser de fournir des données les concernant et concernant leurs familles », a dit l'Expert.

Les chefs coutumiers ont posé quelques questions, notamment sur le déroulement du recensement dans les parties occupées du pays (Est), et si cette opération donnera lieu à l'octroi des cartes d'identité.

« Non, pour la carte d'identité parce qu'il ne s'agit pas d'une opération d'identification mais de comptage de la population », a précisé Guylain Nyembo ; et « le recensement aura lieu dans toutes les 26 provinces du pays parce que les expertises existent pour permettre que cela se fasse même dans les zones en conflit », a rassuré le Professeur Eliwo Akoto.

Coopération

Guylain Nyembo échange sur la stratégie de développement du Gouvernement avec le nouveau Directeur pays du PAM en RDC

Le nouveau Directeur pays et Représentant du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en République Démocratique du Congo (RDC), David Stevenon, a été reçu, le 5 mars 2026, par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, à son cabinet de travail. Le partenariat entre la RDC et le PAM était en centre des échanges.

« C'était une première visite officielle depuis mon arrivée en RDC, et une opportunité de connaître la stratégie de développement du Ministère du Plan qui est un Ministère clé du Gouvernement », a déclaré David Stevenon, à l'issue de l'audience.

Pour le Directeur pays du PAM, qui a gardé une bonne impression des échanges avec Guylain Nyembo, son agence entend développer une nouvelle stratégie de collaboration avec le Gouvernement de la RDC.

« Avec le Ministre d'Etat, nous avons échangé des idées sur la possibilité d'augmenter les capacités du PAM



dans nos programmes d'aide. Il est à cet effet important de trouver des solutions pour les défis humanitaires et de développement du pays », a-t-il affirmé.

Coupler l'Humanitaire et le Développement

Guylain Nyembo a rassuré David Stevenon quant à l'accompagnement du Gouvernement dans ses interventions du PAM en RDC. En rapport avec la stratégie de développement et les priorités du Gouvernement, le Ministre d'Etat a mis l'accent sur le renforcement

de la synergie et l'harmonisation des interventions de différents partenaires au développement, afin d'assurer l'efficacité de leurs interventions et de l'action du Gouvernement.

Il a enfin souligné la nécessité de tenir compte du développement local.

« L'humanitaire, c'est bon. Mais on gagnerait beaucoup à investir. Il faut, par exemple, donner la chance à tous les territoires pour qu'ils puissent bénéficier des programmes de développement. On peut coupler des programmes pour notamment aider les jeunes à se lancer dans des projets au niveau local », a-t-il indiqué.

Le Directeur pays du PAM, qui a bien accueilli ces orientations, a saisi cette occasion pour adresser une invitation au Ministre d'Etat à prendre part au Conseil d'Administration du PAM, prévu en novembre 2026 à Rome (Italie).

«Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour moderniser et pour transformer des vies.»

Relance des travaux suspendus dans le Sud-Ubangi

Du 7 au 8 mars 2026, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a effectué une mission d'inspection du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans les territoires de Budjala et de Gemena, dans la province du Sud-Ubangi. Le Ministre d'État s'est rendu particulièrement dans des chantiers où les travaux avaient connu des arrêts ou des ralentissements, afin d'y apporter des solutions.



Guylain Nyembo était accompagné du Gouverneur intérimaire du Sud-Ubangi, Jean René Galekwa, de Cathy Sakombi, députée nationale élue du territoire de Budjala, des experts de la Cellule d'exécution des Financements en Faveur des Etats Fragiles (CFEF), l'agence d'exécution du PDL-145T dans la province, et de quelques autorités administratives et coutumières locales.

A Budjala, sur les sites qui doivent abriter le bâtiment administratif du territoire et l'école primaire SAU,

Guylain Nyembo a d'abord rappelé l'esprit qui caractérise le PDL-145T, programme stratégique initié par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. « Nous sommes tous poussés par l'urgence de faire avancer ce programme. Nous visitons surtout les sites qui peuvent être achevés rapidement afin d'augmenter le taux de réalisation, mais aussi ceux où il y a des difficultés, comme ici, avec une entreprise défaillante qui n'est pas allée au bout de sa mission. Nous sommes venus apporter la solution. Une nouvelle entreprise va reprendre les travaux », a-t-il déclaré.

Une nouvelle entreprise pour finaliser les ouvrages

Dans le territoire de Gemena, après une inspection technique des sites du centre de santé de Bogbakole et de l'école primaire Bokanyi, des instructions ont été données afin d'accélérer la finalisation des ouvrages. Dans ces deux territoires comme dans l'ensemble des chantiers de la province où les travaux étaient suspendus, l'entreprise de construction COREREBA SA a été mandatée pour reprendre et finaliser les ouvrages. « Nous demandons à la population de nous faire confiance », a assuré l'ingénieur Cherif Tchabenga, délégué de l'entreprise.

A la fin de la visite, Guylain Nyembo a tenu à replacer cette mission dans la vision globale du PDL-145T, celle de réduire les inégalités entre les territoires et de rapprocher l'État des populations rurales. « Le PDL-145T est un programme voulu par le Président de la République. Toutes les difficultés que l'on observe sur le terrain correspondent en réalité

à l'objectif du programme : résoudre les problèmes dans le Congo profond, là où les routes n'existent pas et où les infrastructures essentielles font défaut. Nous sommes convaincus que nous irons jusqu'au bout du programme », a-t-il rassuré.

Une mission bien accueillie

Le Gouverneur intérimaire Jean René Galekwa a salué cette visite et souligné l'importance que le Gouvernement central accorde à chaque territoire dans la politique nationale de développement. Quant à la députée Sakombi, elle a rappelé la dimension de redevabilité qui caractérise cette mission. « Nous sommes heureux d'avoir accueilli le Ministre d'État, d'autant plus que la situation de Budjala le préoccupait particulièrement. Il est venu constater la situation afin d'identifier les solutions pour relancer les travaux », a-t-elle affirmé.



Un habitant de Gemena a exprimé les attentes de la population. « Nous avons vu les réalisations comme le centre de santé et l'école primaire. Ce que nous demandons, c'est que les travaux soient terminés dans le délai prévu », a-t-il déclaré.

Inauguration de la première raffinerie d'or du pays à Kalemie

« Un signe fort du développement voulu par le Président de la République », Guylain Nyembo

A la tête d'une délégation gouvernementale qui a participé, le 11 mars 2026 à l'inauguration de la première raffinerie d'or de la République Démocratique du Congo, DRC Gold Trading SA, à Kalemie



dans la province du Tanganyika, le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a salué cette initiative qui représente, a-t-il dit, un « signe fort » du

Suite page 20

Inauguration de la première raffinerie d'or du pays à Kalemie (suite)

développement voulu par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

« Il s'agit de la valorisation des richesses du Tanganyika et de Kalemie en particulier. Car, nous avons travaillé sur le développement des chaînes de valeur, c'est-à-dire qu'il y aura plus de richesses, plus de possibilités en termes d'absorption de chômage, une de grandes priorités du Président de la République », a-t-il déclaré, lors d'une interview à la presse locale.

L'inauguration de cette usine pilote s'est déroulée en présence des ministres des Mines Louis Watum, du Portefeuille Julie Mbuyi Shiku, des Conseillers du chef de l'Etat, du Gouverneur du Tanganyika, Christian Muteba, et des responsables de la raffinerie.

Elle servira d'expérience pour la suite, a dit Guylain Nyembo. « La formalisation [du secteur] va

permettre de connaître tous les creuseurs artisanaux pour qu'ils puissent bénéficier de la protection de l'Etat », a-t-il assuré.

Fruit du partenariat entre l'entreprise publique DRC Gold Trading S.A. et la société Lunga Mining, la nouvelle raffinerie a une capacité de production estimée entre 500 et 600 kilogrammes d'or par mois. Elle couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'achat de l'or jusqu'au raffinage et à la production de lingots.

Séance de travail sur l'évolution du PDL-145T

Après l'inauguration de la raffinerie, le Ministre d'Etat a eu une séance de travail sur l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans le Tanganyika, avec le Gouverneur de province, accompagné de quelques

membres du gouvernement provincial, les entreprises attributaires des marchés (Safricas, RTM et AGIS), et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), agence d'exécution du programme dans la province.

Chaque entreprise a présenté l'état des lieux de ses ouvrages et les dates prévisionnelles de remise des infrastructures. Elles ont également exposé les difficultés qu'elles rencontrent sur le terrain, notamment l'impraticabilité de certains axes routiers qui ne facilite pas l'acheminement à temps des matériaux sur les sites de construction.

Les échanges ont permis d'obtenir une meilleure visibilité sur l'évolution des travaux et de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes pour une poursuite efficace de la mise en œuvre du PDL-145T dans le Tanganyika.

Dialogue du 4^e cycle du Partenariat mondial

Guylain Nyembo appelle à un alignement renforcé de l'aide sur les priorités nationales

La République démocratique du Congo (RDC) a réaffirmé sa volonté de renforcer l'efficacité de la coopération internationale, à l'occasion de la matinée d'échanges de vœux et du dialogue d'actions du 4^e cycle de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement, tenue le 12 mars 2026 à l'hôtel du gouvernement, à Kinshasa. Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo qui présidait ces échanges, a rappelé à cette occasion l'importance stratégique du dialogue permanent entre le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers, afin d'améliorer la qualité et l'impact des interventions de



cette rencontre, le Gouvernement de la République démocratique du Congo réitère son engagement de maintenir allumée la flamme du dialogue permanent avec ses partenaires au développement. C'est une occasion de faire le point sur l'état de notre coopération et, au vu du diagnostic, d'apporter les améliorations nécessaires à la qualité de notre action conjointe », a-t-il déclaré.

Assurer la cohérence des interventions

Dans cette perspective, il a insisté sur la nécessité d'assurer une cohérence accrue entre les interventions des partenaires et les orientations stratégiques du Gouvernement, telles que définies dans les instruments nationaux de planification. Il a aussi

rappelé la place et le rôle que le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement joue dans le dispositif institutionnel chargé de structurer la coopération internationale de la RDC.

Parlant au nom du Système des Nations Unies, Bruno Lemarquis a salué la tenue de ce dialogue, qui constitue une « opportunité essentielle » pour renforcer la convergence des priorités entre la RDC et ses partenaires. « Ce dialogue politique est une opportunité pour définir des priorités communes et prendre des engagements mutuels en faveur d'un partenariat plus efficace orienté vers les résultats », a-t-il déclaré.

Chargé de la Coopération allemande en RDC, Benjamin Tadla a pour sa part exprimé l'attente des partenaires quant à l'installation effective et la tenue de la première session du Comité de Coordination et d'Orientation de l'Aide au Développement (CCOAD), appelé à devenir un mécanisme central de pilotage et d'harmonisation des interventions des partenaires.

De nouvelles opportunités de coopération

développement en RDC.

Guylain Nyembo a indiqué, dans son allocution, que ce cycle de suivi constitue bien plus qu'un exercice technique : il s'agit d'un moment privilégié d'évaluation collective et de projection stratégique. « À travers

Guylain Nyembo appelle à un alignement renforcé...(suite)

Au-delà des questions institutionnelles, les partenaires ont évoqué les opportunités de coopération autour de grands projets structurants, tels que le développement du Corridor de Lobito et le Couloir vert, considérés comme des axes stratégiques majeurs pour l'intégration économique régionale et la diversification de l'économie congolaise. Dans cette perspective, Benjamin Tadla a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les investissements liés à ces projets bénéficient directement aux populations locales, en favorisant la création d'emplois, le développement



des infrastructures et la promotion d'activités économiques diversifiées. Au terme de ces échanges, les participants ont réaffirmé leur volonté commune de consolider un partenariat fondé sur les principes d'alignement,

d'appropriation nationale et de responsabilité mutuelle. En plus du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) en RDC, Bruno Lemarquis, ce dialogue du 4^e cycle du Partenariat

mondial s'est déroulée en présence de la Ministre d'État à l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, Raïssa Malu, et de la Vice-Ministre des Finances, Gracia Yamba.

Partenariat RDC-SNU

► Guylain Nyembo lance le Programme conjoint de « l'Accélérateur mondial » pour l'emploi et la protection sociale

La République démocratique du Congo (RDC) a franchi une nouvelle étape dans la consolidation de ses politiques sociales et de promotion de l'emploi. Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a en effet procédé au lancement officiel du Programme conjoint de l'Accélérateur mondial pour l'Emploi, la Protection sociale et les Transitions justes avec le Système des Nations Unies (SNU), à l'occasion d'un atelier stratégique organisé le 17 mars 2026, au Hilton Hôtel à Kinshasa.

L'adhésion de la RDC à ce programme, en avril 2024, s'inscrivait dans une dynamique de renforcement des politiques publiques en matière d'emploi et de protection sociale. Cette initiative est étroitement alignée sur les instruments stratégiques nationaux, notamment le Plan National Stratégique de Développement 2024-2028, le Programme Pays pour le Travail Décent ainsi que le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Guylain Nyembo a lancé, à cette occasion, un appel à la mobilisation collective pour assurer la réussite du programme et promouvoir une prospérité plus inclusive.

« La tenue de cette rencontre traduit la convergence d'une vision partagée : celle de construire une économie congolaise plus inclusive, plus résiliente



et davantage créatrice d'opportunités, au bénéfice de notre population, en particulier des jeunes et des femmes », a-t-il souligné. Pour le Gouvernement, la réussite de programme reposera sur une coordination renforcée entre les institutions nationales et les partenaires au développement, et sur une appropriation nationale effective des réformes engagées en RDC.

Le SNU assure la RDC de son accompagnement

Au nom du Coordonnateur résident du SNU en RDC, Bibata Dilla a affirmé que l'Accélérateur mondial constitue un cadre de collaboration privilégié qui permettra d'aligner les interventions des agences onusiennes et des partenaires internationaux sur les

priorités nationales. « À travers cet Accélérateur mondial, nous souhaitons soutenir et accompagner des politiques publiques capables de créer des opportunités économiques durables, tout en renforçant la protection des populations les plus vulnérables », a-t-elle dit. Elle a ainsi réaffirmé la disponibilité du SNU à mobiliser l'expertise technique et les partenariats nécessaires pour renforcer l'impact des politiques publiques en faveur du développement humain.

La cérémonie du lancement de ce programme s'est déroulée en présence des Ministres de la Santé publique, Hygiène & Prévention, Samuel Roger Kamba, de l'Emploi & Travail, Ephraïm Akwakwa, des représentants du SNU, ainsi que des partenaires techniques et financiers engagés dans l'accompagnement des réformes économiques et sociales du pays.

Lancé en septembre 2021 par le Secrétaire général de l'ONU, l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale s'inscrit dans la dynamique de l'atteinte des objectifs de développement durables (ODD), principalement dans les secteurs de l'économie verte, du numérique et des soins.

Coopération au développement

L'Unicef confirme son appui au RGPH-2

Le Ministre d'État Guylain Nyembo s'est entretenu, le 17 mars 2026, avec le Directeur régional du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Gilles Fagninou, au sujet du renforcement du partenariat entre le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au développement et l'Unicef, notamment concernant le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2). Ils ont particulièrement abordé la question de la mobilisation des ressources en vue de la Table ronde du 23 mars dédiée au financement du RGPH-2, et celle de



l'alignement du plan de travail annuel entre le Gouvernement congolais et l'Unicef. Gilles Fagninou a donné les assurances de l'Unicef quant au soutien à apporter au RGPH-2. Il a salué l'excellence de la collaboration avec le Ministère du Plan notamment dans le cadre du RGPH-2, dont les données seront essentielles

notamment pour renforcer la planification des politiques en faveur de l'enfance, en particulier dans le cadre des programmes de vaccination.

Gilles Fagninou a enfin mis en avant les avancées enregistrées dans le cadre du Système d'Information pour le Suivi des Actions Gouvernementales (SISAG) et du programme de transferts sociaux "Child Grant" en cours de mise en œuvre, illustrant la qualité d'un partenariat structurant au service du développement humain en République Démocratique du Congo (RDC).

Atelier de haut niveau du Ministère du Commerce extérieur

Guylain Nyembo parle du PNSD dans la Vision 2050 du développement de la RDC

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo est intervenu, le 17 mars 2026, dans un Panel sur la «*Vision 2050 pour le développement de la République Démocratique du Congo et son Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028 : défis et opportunités pour un développement durable et inclusif.*» Ce Panel se tenait dans le cadre d'un atelier national de haut niveau sur les Politiques de renforcement des capacités productives en République Démocratique du Congo (RDC), organisé au Fleuve Congo Hôtel par le Ministère du Commerce extérieur, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).

Comme Co-Panéliste, Youyou Baende Bofota, professeure en Economie (Université de Kinshasa) et Conseillère principale du Chef de l'Etat en charge de l'Economie, Finance, Commerce Extérieur et Portefeuille. Elle a planché sur les fondamentaux macroéconomiques actuels et la Vision 2050 : défis et opportunités.

Guylain Nyembo s'est d'abord appesanti sur le contexte d'élaboration du PNSD en 2019, avant de parler du PNSD 2024-2028, dont il a énuméré



les objectifs : transformer la RDC d'une économie de rente vers une économie productive et inclusive (faire du Congo une terre d'opportunités propice à l'investissement et à l'innovation) ; fonder un nouveau contrat social et économique centré sur l'humain, la paix, la prospérité partagée et la durabilité) ; acheminer le pays vers un avenir de prospérité durable et de solidarité nationale.

Diversifier l'économie pour une croissance inclusive

Ces objectifs sont portés par une vision et une ambition claire, a dit le Ministre d'État : en 25 ans (d'ici 2050),

les potentiels des secteurs extractifs et agricoles de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, qui vise à vaincre la pauvreté et à instaurer la paix durable sur l'ensemble du territoire national.

Il faudra pour y arriver surmonter de nombreux défis : une croissance dominée par le secteur extractif faible en emplois, une gouvernance publique perfectible et une faible performance institutionnelle, une faible diversification et compétitivité économique, des inégalités sociales et territoriales persistantes, un retard dans le développement des infrastructures structurantes et une vulnérabilité accrue face aux chocs climatiques et économiques

Le Ministre d'État a cité les domaines de concentration sur lesquels s'adosse le PNSD 2024-2028 pour atteindre ces objectifs : (I) amélioration de la Gouvernance (renforcer la stabilité, la paix et la sécurité, assurer une gestion transparente et efficace, promouvoir l'Etat de droit et la participation citoyenne) ; (II) développement du capital humain (accroître l'accès à une éducation de qualité, renforcer le système de santé et la protection

Guylain Nyembo parle du PNSD...(suite)

sociale, développer les compétences et le capital humain); (III) diversification de l'économie (encourager une croissance économique inclusive, valoriser les secteurs extractifs, agricoles et industriels, stimuler l'entrepreneuriat et le secteur privé); (IV) aménagement du territoire et modernisation des infrastructures (planifier l'aménagement du territoire, développer les infrastructures de transport, Energie et Communication); (V) développement durable et équilibré des provinces (protéger l'environnement et gérer durablement

les ressources naturelles, renforcer la gouvernance locale et la décentralisation).

Coût global : 94,7 milliards USD

Le coût global de la mise en œuvre du PNSD 2024-2028 s'élève à 94,7 milliards de dollars US, a indiqué le Ministre d'État. Avec des financements identifiés de l'ordre de 54% (Etat 25%, Bailleurs/privé 29%), et des financements à rechercher de 46%. « Pour combler ce gap, le PNSD prévoit plusieurs stratégies d'attraction

des investissements privés, d'accroissement des ressources publiques ainsi que de rationalisation et d'amélioration de la qualité de la dépense », a précisé Guylain Nyembo. Il s'agit, a conclu le Ministre d'Etat, de mettre à profit le dispositif du partenariat public-privé, de prioriser plusieurs programmes d'accélération de mise en œuvre des réformes, dont celui d'amélioration du climat des affaires, et de lutter efficacement contre la corruption et toutes autres formes de fraude, afin de créer les conditions pour la mobilisation plus accrue des ressources propres.

Développement local

Guylain Nyembo invité à la prochaine édition Expo Béton, en mai 2026 à Kalemie

Le Sénateur Jean Bamanisa, promoteur du Salon de la construction, des infrastructures, du développement des villes, des corridors et des zones économiques spéciales, Expo Béton, a invité, le 19 mars 2026, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au développement, Guylain Nyembo, à prendre part à la prochaine édition de cette exposition, qui se tiendra du 27 au 30 mai 2026 à Kalemie, chef-lieu de la province du Tanganyika (à l'est de la République Démocratique du Congo).



Guylain Nyembo a été convié à cet événement pour exposer sa vision du développement à partir des provinces, en vue de structurer leur croissance économique de manière cohérente et durable. Pour Jean Bamanisa, il est en effet important d'aligner le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) sur

les dynamiques locales, afin de mieux encadrer les investissements attendus, notamment à Kalemie, ville du lithium appelée à devenir un carrefour stratégique au cœur des corridors africains du Sud, de l'Est et de l'Ouest.

« Nous avons invité le Ministre d'État à venir partager sa vision pour que le développement du Congo s'harmonise avec les initiatives provinciales et le Plan national. Kalemie doit accueillir les investissements dans une logique des villes planifiées et durables, et non seulement autour de zones minières », a précisé le promoteur d'Expo Béton.

Coopération au développement

L'alignement des interventions de la FAO sur les priorités nationales au centre des échanges entre Guylain Nyembo et Athman Mravili

Le Coordonnateur du bureau sous-régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour l'Afrique centrale, Athman Mravili a été reçu en audience, le 20 mars 2026, par le Ministre d'Etat du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, avec qui il a eu des échanges sur l'alignement des interventions de la FAO, sur les priorités nationales de développement de la République Démocratique du Congo (RDC).

Cet alignement porte notamment sur la transformation du secteur agricole,



le renforcement de la sécurité alimentaire et la résilience des communautés face aux crises. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de la RDC de mieux coordonner l'aide au développement pour maximiser son impact sur le

terrain.

Les deux parties ont également évoqué la nécessité d'une approche intégrée, fondée sur la planification stratégique, la mobilisation des ressources et la valorisation des résultats, pour assurer des interventions durables et structurantes au bénéfice des populations. « Notre ambition est de bâtir des synergies efficaces avec nos partenaires pour répondre de manière cohérente et durable aux défis du développement », a souligné le Ministre d'Etat.

République Démocratique du Congo



MINISTÈRE DU PLAN
ET COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
BUREAU CENTRAL DU RECENSEMENT



RGPH 2

Deuxième **Recensement Général**
de la **Population et de l'Habitat**



Combien sommes-nous ?



Qui sommes-nous ?



Que faisons-nous ?



Où vivons-nous ?



Comment vivons-nous ?

Le RGPH2 NOUS LE DIRA....

Pari tenu : la Table ronde des bailleurs de fonds mobilise le gros du financement du RGPH-2

Les Bailleurs de fonds qui ont participé, le 23 mars 2026 au Fleuve Congo Hôtel, à la Table ronde sur la mobilisation des ressources pour le financement du Deuxième Recensement de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) prévu en République Démocratique du Congo (RDC), ont annoncé des contributions de l'ordre de 188 millions de dollars US, soit 98,3% du budget global du RGPH-2 estimé à 192,91 millions de dollars US.

Ces engagements comprennent des apports financiers et des appuis de divers ordres, notamment en matière de logistique, de renforcement des capacités et de modernisation des structures chargées de l'organisation du recensement, pour leur durabilité.

Cette Table ronde organisée sous le Haut patronage du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'aide au Développement et l'accompagnement du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), a été saluée par tous les intervenants comme un «moment historique».

Elle s'est en effet tenue dans un contexte où la RDC ambitionne de se doter de données démographiques fiables, actualisées et inclusives indispensables à une planification

Point de départ pour un Congo nouveau

Pour le Président de la République, la Table ronde du 23 mars était le point



de départ d'un «Congo nouveau» qui se connaît mieux, se planifie mieux et avance avec lucidité vers sa transformation.

« Un pays qui ne se connaît pas ne peut pas pleinement se gouverner ; un pays qui ne se compte pas ne peut pas correctement se planifier ; un pays qui ne se comprend pas ne peut pas durablement se transformer », a-t-il dit, parlant du recensement de la population et de l'habitat. En signe d'appropriation du processus, le Président a annoncé une contribution de 30 millions de dollars US de la RDC dans le «basket fund RGPH-2». Il a également remercié les bailleurs de fonds et partenaires pour leurs engagements financiers.

Le Ministre d'Etat, ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a aussi exprimé sa profonde reconnaissance à l'ensemble des PTF pour leurs engagements en faveur du RGPH-2. Il a rappelé le

contexte dans lequel le pays a évolué durant les 42 dernières années marquées par l'absence de données démographiques fiables, actualisées et inclusives, ce qui a constitué un défi pour la planification et la mise

en œuvre des politiques publiques. « Le processus aujourd'hui engagé s'inscrit dans la volonté de doter notre pays d'un système statistique moderne, capable de soutenir la prise

de décisions, d'orienter les investissements et de renforcer l'efficacité de l'action publique, conformément au principe de ne laisser personne de côté », a-t-il affirmé.

« C'est toute une Nation qui devient visible... »

La Directrice exécutive du FNUAP, Diene Keita a renouvelé l'engagement de son institution à accompagner la RDC dans le processus, grâce à son expertise reconnue en matière de données démographiques géoréférencées. Elle a souligné l'importance du recensement, qui est bien plus qu'un simple exercice technique. « C'est le fondement d'une planification efficace, équitable et durable. C'est cette boussole qui nous indique où construire des écoles ; où déployer des sage-femmes, où investir dans des infrastructures de santé, d'énergie ou d'eau ; il permet de transformer des vies, de réduire les inégalités, et de libérer le potentiel immense de la population congolaise. C'est toute une nation qui devient visible... », a-t-elle plaidé avec conviction.

Pour la Directrice exécutive du FNUAP, la tenue de ce recensement est un signal fort de volonté politique, d'appropriation du processus et de souveraineté nationale. Elle a de ce fait lancé un appel à la vigilance pour que le dénombrement de la population se fasse dans un esprit de neutralité, de transparence et de confiance.

« Les annonces sont exceptionnelles. C'est maintenant que le travail commence. J'attends les décaissements, j'attends que le Comité de gestion et de transparence soit mis en place, pour qu'on passe de l'intention à l'action, des promesses à la mise en œuvre, des plans aux résultats, à l'impact sur la vie des



efficace du développement et à une meilleure allocation des ressources publiques, 42 ans après le recensement du même genre organisé dans le pays en 1984.

Pari tenu : la table ronde des bailleurs de fonds...(suite)

Congolais », a-t-elle conclu, parlant des fonds mobilisés dont la gestion fiduciaire a été confiée au FNUAP. Les bailleurs de fonds qui ont annoncé leurs contributions au basket fund RGPH-2 sont : la Banque Mondiale, la

Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Monétaire International (FMI), les Agences du Système des Nations Unies, la Côte d'Ivoire, la Suède et la Norvège. Ces engagements au niveau bilatéral

et multilatéral pour le succès du RGPH-2 est une marque de confiance renouvelée envers la RDC pour soutenir le développement durable et inclusif du pays, au bénéfice de ses populations.

Qu'est-ce que le RGPH ?

Un ensemble d'opérations visant à :

- Recueillir, analyser et publier des données démographiques, économiques et sociales.
- Celles-ci concernent une date donnée, tous les habitants et toutes les habitations d'un pays ou d'une partie de celui-ci.

Principe : Visiter chaque ménage et relever les caractéristiques de tous ses membres, ainsi que celles de l'habitat et du cadre de vie, sans omission ni double compte.

Pourquoi le RGPH2 ?

- La planification du développement exige des statistiques fiables et actuelles.
- Les dernières données de ce type pour la RDC datent du recensement de 1984.
- Les Nations Unies recommandent un recensement tous les 10 ans.
- Le RGPH2 permettra de fournir des statistiques fiables, à jour et couvrant tout le pays.

?

Qui sera recensé ?

Tout individu résidant ou présent sur le sol congolais.
Toute habitation à la date fixée.



Résultats attendus

Disponibilité de données par entité administrative et milieu de résidence sur :

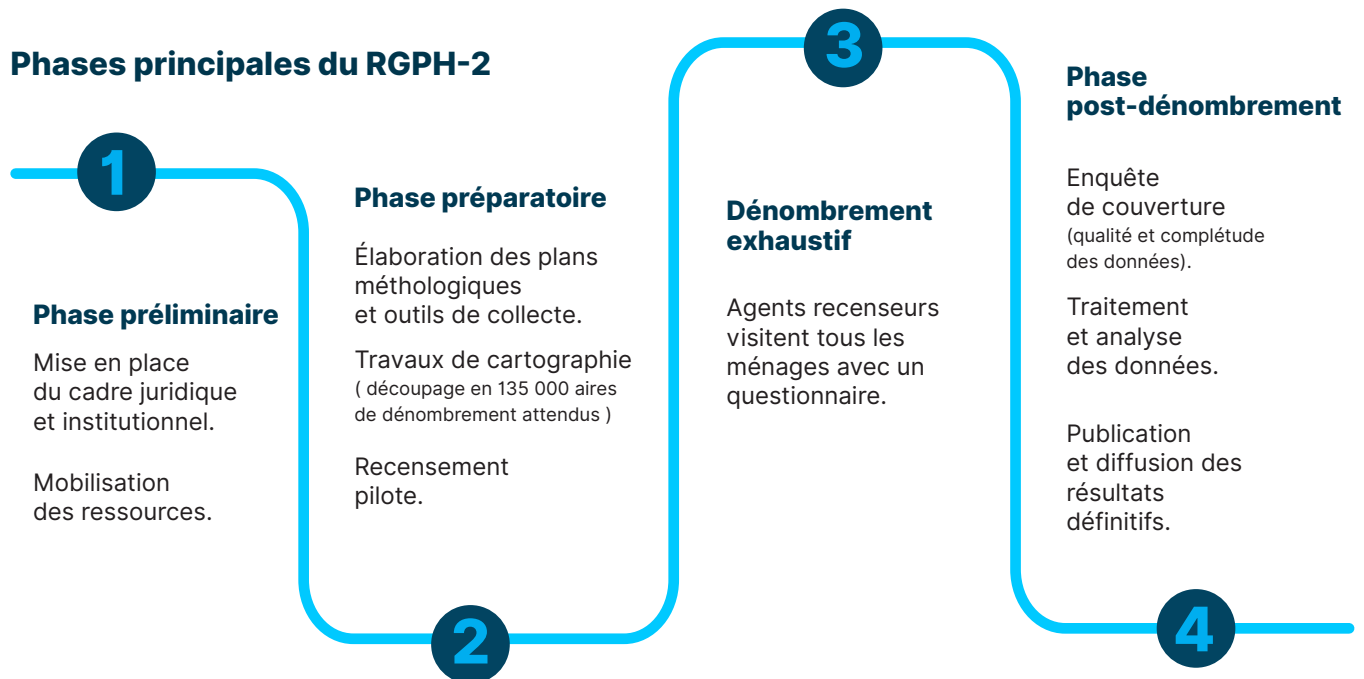
- Effectif et caractéristiques sociodémographiques et culturelles.
- Mouvements naturels (fécondité, mortalité) et migratoires (immigration, émigration).
- Situation sociale (personnes déplacées, handicapées, orphelins, enfants, personnes âgées, femmes, jeunes désœuvrés).
- Caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie.
- Emploi et accès aux services sociaux de base.

Conditions de réussite

- Budget estimé : 192 millions USD.
La réussite dépend du soutien de :
- Gouvernement : moyens, paix, cadre juridique, exécution du budget.
 - Parlement : inscription au budget, respect des engagements, mobilisation des ressources.
 - Partenaires techniques et financiers : appui aux activités, simplification des procédures.
 - Population : participation massive et facilitation des activités.
 - Partenaires locaux : IGC, METTELSAT.



Phases principales du RGPH-2



RGPH-2

Une matinée d'échanges entre Guylain Nyembo et les PTF en prélude de la Table ronde des bailleurs

En prélude de la Table ronde de mobilisation des ressources destinées au financement du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2), prévue le 23 mars 2026, le Ministre d'Etat au Plan et à la Coordination de l'aide au Développement, Guylain Nyembo a eu une matinée d'échanges, le 20 mars, avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui apportent leur appui à ce

processus.

La rencontre a permis de consolider les engagements des PTF, de renforcer la transparence et d'assurer une meilleure coordination des appuis en faveur du RGPH-2, programme important pour la République Démocratique du Congo (RDC), qui intervient 42 ans après le recensement identique de 1984. Cette démarche conforte la volonté du Gouvernement de fédérer l'ensemble



des partenaires autour d'une vision commune, celle de réunir toutes les conditions nécessaires à la bonne tenue et à la réussite du RGPH-2.

RGPH-2

Guylain Nyembo mobilise les Gouverneurs des provinces pour la réussite du recensement

Après la sensibilisation durant le mois de mars des autorités coutumières du pays et le succès de la Table ronde des partenaires techniques et financiers pour la mobilisation des fonds destinés au financement du 2^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2), le processus est entré dans une phase décisive, celle de l'ancrage territorial. S'exprimant le 25 mars 2026, en marge de la 13^e Conférence des Gouverneurs tenue à Bandunduville, dans la province du Kwilu, le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a insisté sur le rôle central des autorités provinciales dans la réussite du RGPH-2, que la République Démocratique du Congo (RDC) s'apprête à organiser, 42 ans après le dernier recensement du genre en 1984.

Guylain Nyembo a appelé à cet effet, les Gouverneurs des provinces à renforcer la sensibilisation des populations, à garantir la sécurité des opérations sur le terrain et à assurer une coordination efficace entre les différentes parties prenantes locales. « Le Gouvernement veut promouvoir un développement durable à la base, fondé sur les réalités locales

et une dynamique participative. Les provinces et les Entités Territoriales Décentralisées (ETD) constituent des maillons essentiels de la gouvernance et de la mise en œuvre des politiques



publiques », leur a-t-il dit.

L'implication des provinces est déterminante

L'accompagnement des provinces dans le processus de mise en œuvre du RGPH-2 s'inscrit dans une approche structurée, tenant compte des spécificités locales, des priorités territoriales et des exigences d'un développement inclusif, tout en garantissant la cohérence avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et les engagements internationaux,

notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans cette dynamique, l'implication des provinces, en amont comme en aval, apparaît comme une condition déterminante de l'inclusivité, de la fiabilité et du succès du RGPH-2. « Vous associer à ce grand projet d'intérêt stratégique est une garantie de son inclusivité et de sa fiabilité. Le Gouvernement compte sur vous. Votre engagement constitue une clé essentielle de sa réussite. »

Au-delà de son caractère technique, le RGPH-2 représente un levier fondamental pour améliorer la gouvernance publique.

La collecte des données démographiques actualisées, fiables et inclusives permettront non seulement d'orienter efficacement les politiques publiques, mais aussi d'optimiser la répartition des ressources et de renforcer l'impact des programmes structurants, entre autres le PDL-145T (Programme de Développement Local des 145 Territoires).

Modernisation du système

Dans une volonté de modernisation, le Gouvernement a intégré les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Suite page 28

Guylain Nyembo mobilise les Gouverneurs...(suite)

dans le processus du RGPH-2, conformément aux recommandations de la Commission de statistique des Nations Unies, afin d'améliorer la qualité, la fiabilité et la rapidité de la collecte des données.

Le RGPH-2 s'articule autour de quatre principales phases : phase préliminaire (mise en place du cadre juridique et institutionnel, mobilisation des ressources) ; phase préparatoire (élaboration des plans méthodologiques et outils de collecte, travaux de cartographie, recensement pilote) ; phase de dénombrement exhaustif (agents recenseurs visitent tous les ménages



avec un questionnaire) ; phase post-dénombrement (enquête de couverture, traitement et analyse des données, publication et diffusion des résultats définitifs).

La mise en œuvre technique du recensement est confiée à l'Institut

National de la Statistique (INS), à travers le Bureau Central du Recensement (BCR). La Directrice Générale de l'INS, Élysée Chovu, a indiqué que la cartographie censitaire générale est à un stade très avancé, une étape cruciale pour garantir l'exhaustivité du dénombrement.

À travers cette mobilisation multisectorielle autour du RGPH-2, le Gouvernement congolais affiche une ambition claire : doter la RDC de données fiables, actualisées et inclusifs, indispensables pour planifier le développement, renforcer la gouvernance et répondre durablement aux défis socio-économiques du pays.

RGPH-2

Guylain Nyembo s'inspire de l'expérience ivoirienne en matière de recensement

En mission de partage d'expériences sur le recensement général de la population, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a séjourné fin mars 2026 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire. Dans ce cadre, il a échangé le 30 mars avec son homologue ivoirien en charge du Plan et du Développement, Souleymane Diarrassouba, lors d'une réunion consacrée au cadrage de la mission, à l'adoption de la feuille de route et à l'examen du cadre institutionnel de mise en œuvre.

Au cours de cette rencontre qui s'était tenue en présence des représentants du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), des partenaires onusiens et des ambassadeurs des deux pays, Guylain Nyembo a salué le modèle ivoirien, en particulier le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021 en Côte d'Ivoire, reconnu pour sa couverture complète et la fiabilité de ses données. « Nous sommes ici pour nous imprégner de l'expérience ivoirienne en matière de recensement, la RDC étant pleinement engagée



dans ce processus attendu depuis 42 ans », a-t-il déclaré.

Trois piliers pour réussir un recensement

Le Ministre ivoirien a réaffirmé, pour sa part, l'engagement de son Gouvernement à accompagner la RDC dans ce processus. Il a mis en avant trois piliers essentiels à la réussite d'un recensement : le leadership politique, la coordination interinstitutionnelle et les partenariats stratégiques avec les institutions internationales et les partenaires techniques et financiers. « Je formule le vœu de voir la formalisation d'une coopération durable entre l'Agence Nationale des Statistiques (ANSTAT) de Côte d'Ivoire et l'Institut National de la Statistique (INS) de la RDC, placés sous l'égide de

nos deux ministères, pour contribuer pleinement au succès du RGPH2 de la RDC, au bénéfice de sa population et de son développement », a indiqué Souleymane Diarrassouba.

Lors de la Table ronde sur la

mobilisation des ressources destinées au financement du RGPH-2 tenue le 23 mars 2026 à Kinshasa, la Côte d'Ivoire était parmi les partenaires bilatéraux qui s'étaient engagés à apporter un appui notamment logistique à la RDC, pour l'organisation de son recensement. L'ambassadeur ivoirien en RDC avait annoncé, entre autres, que son pays fournira 3000 tablettes au pays pour une meilleure organisation des opérations sur le terrain.

Ces échanges renforcent les mécanismes de coopération Sud-Sud et l'alignement des actions des partenaires techniques et financiers autour de l'objectif commun : un recensement réussi au service du développement national.

PDL-145T

Guylain Nyembo et Garry Sakata en mission d'évaluation des ouvrages à Bagata

Dans le cadre du suivi du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), le Ministre d'État Guylain Nyembo, a effectué le 26 mars 2026, une mission d'inspection dans le territoire de Bagata, dans la province du Kwilu. Il était accompagné du député national Garry Sakata, président du caucus des députés de la province.

Cette mission visait à évaluer la qualité des ouvrages déjà remis (écoles, centres de santé...), relever les insuffisances éventuelles et prescrire les mesures correctives nécessaires, pour garantir des infrastructures conformes aux normes. « Nous avons passé en revue les ouvrages, en particulier ceux présentant des difficultés. Des mesures ont été prises pour assurer leur mise en conformité avec les exigences du cahier des



charges », a déclaré le Ministre d'État. De son côté, Garry Sakata a invité les communautés bénéficiaires à s'appropriier ces infrastructures et à en assurer leur préservation, condition essentielle de la durabilité des investissements publics. À travers cette démarche, le Gouvernement réaffirme sa volonté de faire du PDL-145T un levier concret de développement à la base, fondé sur la qualité des ouvrages et l'amélioration des conditions de vie des populations.



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



Tous engagés,
tous mobilisés

Pour planifier,
Pour moderniser,
Et pour transformer
des vies.

■ GUYLAIN NYEMBO MBWIZYA
MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DU PLAN ET DE LA
COORDINATION DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

www.plan.gov.cd  @planrdc





MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

Équipe de rédaction du magazine



Directeur de la publication

Guylain Nyembo Mbwizya,
*Ministre d'État, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide au
Développement*

Directrice de la rédaction

Melissa Lubanzadio,
Conseillère en communication

Rédacteur en chef

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Production

Cellule de communication et médias du cabinet du Minétat Plan et CAD

Melissa Lubanzadio
Conseillère en communication

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Benjamin Mutamba
Attaché de presse

Idantiti Communication

Agence de communication

**Eunice Mputu
Hillary Muongo**
Médiathèque

**Joe Batala
Ardent Mavula**
Graphistes

Christian Lemisa
Photographe

**Yannick Mata
Joel Bodenka**
Photo/Vidéo

Secrétariat Général du Ministère

La DANTIC



Le Pivot-sentinelle



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



Ministère du Plan et de la Coordination
de l'Aide au Développement

plan.gouv.cd

4155, Rue des Coteaux, Petit Pont, Kinshasa - Gombe
Tél. : +243990055549 • E-mail : info@plan.gouv.cd
www.plan.gouv.cd

